

MIGRATIONS ET PERI-URBANISATION  
DANS L'ENTOUR DE BRASILIA

Catherine AUBERTIN  
Agnès MOREL

Economistes ORSTOM  
Département D - UR 406  
Université de Brasilia  
Décembre 1986

L'étude des modalités de l'insertion des migrants en ville occupe une place grandissante dans le domaine de la recherche urbaine. Pour les chercheurs travaillant en Afrique, les réseaux familiaux semblent être, encore aujourd'hui, les principaux éléments de cette insertion, tant l'appartenance ethnique paraît déterminante pour comprendre l'accès au monde du travail, les relations de pouvoir, l'organisation des quartiers...

Au Brésil, la très forte urbanisation (70% de la population, soit près de 100 millions d'habitants, est urbaine) est le produit des conflits du monde agricole et de l'impossibilité des petits producteurs à accéder et à se fixer à la terre, dans le cadre d'une politique qui favorise la spéculation et la grande entreprise.

Aussi, pour aborder l'insertion des migrants en ville on se porte, tout naturellement et en premier lieu, sur le problème de la terre. Le problème foncier se retrouve dans l'étude des causes de la migration (conflits fonciers, terre agricole devenant avant tout marchandise), dans l'étude de la croissance urbaine (passage des terres agricoles au statut de terres urbaines) et de celle de l'organisation urbaine (spéculation foncière, politique d'habitation).

-----

° Cette étude a été menée dans le cadre du Nucleo de Pesquisas Urbanas e Regionais de l'Université de Brasilia. Nous remercions tout particulièrement les professeurs du Département de Géographie, Marília Peinso de Cliveira, Ignez Barbosa Ferreira, Aldo Paviani et les étudiantes Nelba Penna et Denise Labrea Ferreira.

Les conditions d'occupation de la terre urbaine sont largement analysées au Brésil comme une composante de la dynamique d'urbanisation, souvent associée au processus de paupérisation, au même titre que l'emploi, la santé, le transport ou l'éducation (KOWARICK 1980, AZEVEDO 1982, BLAY 1979). Et il est vrai qu'elles en constituent l'aspect le plus visible. Il suffit d'évoquer les grands immeubles de Sao Paulo; les "favelas"; les villages construits sur la mince bande de terre non appropriée entre la route et les barbelés des grandes propriétés d'élevage; les nombreux lotissements, souvent vides, dus à l'initiative des entreprises privées ou du secteur public à la périphérie des villes, quelque soit leur taille ou leur importance, ou dans les villes de colonisation d'Amazonie, ou encore tout le long du littoral.

L'exemple le plus frappant est sans doute celui du District Fédéral, de Brasilia. La capitale de l'espoir, selon le mot d'André Malraux, se révèle être une île de prospérité hors des contraintes de la production et de l'espace géographique. Pour préserver son "Plan Pilote", on a créé des villes satellites pour lesquelles il a fallu multiplier les équipements; des centres de tri des migrants; des "campagnes d'éradication des invasions" (CEI, dont l'une a donné son nom à la ville de Ceilândia); des programmes pour empêcher tout effet induit de développement qui aurait provoqué la pollution (sociale et économique : pas d'industries).

La fonction administrative et symbolique de Brasilia est vigoureusement sauvegardée. Le District Fédéral a fermé son espace urbain pour se défendre des courants migratoires et, petit à petit, les migrants sont expulsés à la périphérie de l'île de l'utopie et se retrouvent brutalement dans l'Etat bien réel du Goias.

Notre propos sera ici d'étudier l'insertion des migrants au cours du processus de péri-urbanisation du District Fédéral. Après avoir brièvement rappelé l'histoire de la formation polynucléaire de Brasilia, nous présenterons quelques municipes<sup>o</sup> limitrophes bouleversés par l'arrivée des "excédents de population" du District Fédéral et plus récemment par celle des agriculteurs, planteurs de soja, originaires des Etats du Sud brésilien.

<sup>o</sup> Municipio : commune, circonscription administrative autonome d'un Etat, gouverné par un prefeito (maire), unité géographique de base des recensements de l'IBGE.

## LE CENTRE DE L'ESPOIR, SES SATELLITES ET SES PERIPHERIES

La création, la gestion de l'espace urbain de Brasilia offrent une parfaite illustration de la nature culturelle du processus de production de l'espace.

Brasilia est née de la volonté d'isoler le pouvoir politique des contraintes économiques et géographiques. D'où le choix symbolique d'un centre géodésique - où se concentrent curieusement de nombreuses sectes mystiques - formant une enclave artificielle dans l'Etat du Goias.

Brasilia est aussi née du mythe de la "frontière" et des réalités économiques et sociales qui le nourrissent. L'ouverture du pays vers l'Ouest, grâce à la prétendue immensité de terres riches et disponibles toujours plus loin, permet à chaque brésilien d'entretenir l'espoir d'une vie meilleure, d'une égalité des chances devant les ressources "naturelles" de son pays, indépendamment de l'histoire et des structures sociales à l'origine des courants migratoires (sécheresses du Nord-Est où les structures féodales jettent sur le marché du travail national une masse continuelle de paysans; politique agricole marginalisant le petit producteur; très forte concentration des terres et des revenus; etc.).

Le Plan de Brasilia a été conçu pour accueillir 500.000 habitants. En 1970, dix ans après l'inauguration de la nouvelle capitale, les effectifs de population fixés par le projet étaient déjà atteints et ne se concentraient plus dans le Plan Pilote initial. Aujourd'hui, plus de 3 habitants de "Brasilia" sur 4 résident dans une ville satellite (Tableau 1).

N'ayant pas prévu l'ampleur des arrivées de migrants, les autorités n'ont proposé que des mesures au coup par coup, inadéquates et insuffisantes.

Les premiers arrivés, ouvriers de la construction de la cité, se sont installés dans des campements de fortune aux environs immédiats de la ville. L'accès "légal" au Plan Pilote, sous la pression des migrations des fonctionnaires et d'une immédiate spéculation foncière dévoyant les principes égalitaires originels, est devenue rapidement impossible pour leurs revenus. Occupant illégalement des terrains et nuisant à l'"harmonie" architecturale, ces bidonvilles ne pouvaient demeurer aux portes de Brasilia. Plutôt que de modifier le Plan d'urbanisation "en oiseau", les villes satellites ont été créées pour éloigner du centre, en instaurant une espèce de "vide sanitaire", les populations les plus pauvres, bâtisseurs d'un rêve mais analphabètes pour la plupart, sans opportunités d'emploi dans la cité du pouvoir et de l'administration, afin d'éviter

des mouvements politiques et sociaux d'importance et de ruiner les illusions et les espoirs de tous les Brésiliens. (Figure 1).

Le bidonville détruit, ses occupants sont relogés par le gouvernement dans les villes satellites où, sous certaines conditions, ils obtiennent le titre de propriété de leur lot. Dès lors, les spéculations les plus effrénées ont pu se produire, les lots légalisés ont été vendus et revendus; les premiers bénéficiaires, par manque d'argent et sous pression des spéculateurs, sont retournés à nouveau envahir des terres publiques ou, forts de la vente de leur lot, sont partis s'installer de plus en plus loin du centre, d'abord dans des villes satellites plus éloignées, puis aux limites du District Fédéral, puis au delà, dans l'Etat du Goiás (Figure 2).

Ce processus efficace (au point que l'on a pu dire que pour transformer un bidonville en noyau résidentiel de la classe moyenne, il suffisait de distribuer des titres de propriétés) a conduit à la création d'une ville polynucléaire, l'organisation spatiale reflétant les inégalités économiques et sociales.

Le centre est issu du Plan Pilote aménagé; puis vient une périphérie formée de villes satellites, intégrées au District Fédéral mais n'ayant aucun statut propre, dépendant administrativement de la capitale; enfin se dessine une périphérie encore plus lointaine regroupant une dizaine de municipes de l'Etat du Goiás, distants de 55 à 110 kilomètres du centre.

Le District Fédéral, villes satellites incluses, concentre les revenus les plus élevés du pays (66% au dessus de la moyenne nationale selon l'IBGE 1980) et propose aux privilégiés qui y habitent des services publics et privés en matière de santé, d'éducation et de transport, ainsi que des services collectifs d'eau, d'électricité et de voirie, bien supérieurs à ceux disponibles dans le reste du Brésil. Les municipes de l'Entour sont démunis de la plupart de ces services et accueillent les migrants aux revenus les plus bas, qui ne sont donc pas en mesure de payer impôts ou taxes qui permettraient aux autorités locales d'aménager leur territoire en conséquence.

Les conséquences des choix fonciers quant à l'urbanisation du Plan Pilote et de la politique au coup par coup d'insertion des migrants se mesurent à la croissance démographique rapide mais très hétérogène des agglomérations de l'Entour du District Fédéral, notamment depuis 1970, et qui, selon les prévisions, devrait encore s'accroître (Tableau 2). Si la distribution du solde migratoire de Brasilia entre l'Entour et le District Fédéral s'est effectuée jusqu'ici majoritairement en faveur de ce dernier (à 98,5% pour la période 1960/1970, à 88,3% pour la période 1970/1980 et à

62,5% pour la période 1980/1985 d'après CODEPLAN s/d), on peut prévoir que, devant la saturation des capacités d'accueil si le gouvernement du District Fédéral ne change pas sa politique urbaine et malgré la création d'une nouvelle ville satellite, Samambaia, la plus grande partie du solde migratoire se fixe désormais dans l'Entour. Et ceci suivant deux processus distincts : celui de l'expansion urbaine qui attire les migrants directement à la périphérie de la capitale, et celui de la ségrégation spatiale/sociale qui rejette les plus pauvres du centre vers cette même périphérie.

En effet, le tableau 3 montre que dans les municipes, la population comporte en moyenne 40% d'immigrés, personnes ayant déjà résidé -pour leur grande majorité- soit dans le District Fédéral lui-même, soit dans le Goiás ou le Minas Gerais, c'est à dire dans les deux Etats qui l'encadrent. Les études de terrain réalisés par Paviani (1984) à Pedregal et par Oliveira (1983) à Cidade Ocidental montrent que 80% des habitants de ces lotissements périphériques du municipe de Luziânia ont déjà résidé dans le District Fédéral (Plan Pilote, villes satellites ou "invasions").

#### UNE POLITIQUE AMBIGUE

Brasilia devait être le pôle de développement du Centre-Ouest, mais surtout un pôle mythique, ouvrant le Brésil de l'Ouest au progrès dans un mouvement d'unification nationale, plutôt qu'un diffuseur d'effets induits sur son environnement immédiat. Tout a été fait pour freiner son influence : refus d'une industrialisation jugée polluante, refus d'une croissance du Plan Pilote, refus de mettre ses équipements à la disposition des municipes des environs...

Le programme fédéral "Goeconomica", créé en 1975, se présente comme un projet visant un ré-équilibre entre le District Fédéral et sa région géo-économique, mais ses objectifs, tout en proposant des mesures d'intégration et de répartition des ressources, expriment clairement la volonté de protéger le site de Brasilia.

Il s'est en fait agit d'éviter le modèle d'urbanisation classique des grandes métropoles brésiliennes en orientant les flux migratoires vers l'extérieur de la capitale

(SUDECO/CODEPLAN, 1985). Une politique d'investissements en équipements sociaux a bien vu le jour, mais décidée et prise en charge uniquement par Brasilia, avec peu de consultations, sinon par pur clientélisme, des préfectures concernées, peu de ressources extrêmement dispersées et des réalisations non viables (infrastructures sans moyens de fonctionnement), elle était vouée à l'échec.

Un centre de tri des migrants a été mis en place à la gare ferroviaire et routière de Brasilia. Il propose un billet d'autobus qui permette de continuer encore plus loin et sinon, essaye de répartir les nouveaux arrivés dans les villes satellites ou les municipes de l'Entour. Ce centre fonctionne avec des moyens limités et ne sert que de poste de secours, offrant le gîte et le couvert pour quelques jours aux personnes les plus démunies; la plupart des migrants ayant des parents ou des connaissances déjà installés dans la région, qui sont en mesure de les accueillir et de leur éviter le passage par le tri autoritaire.

Le programme Geoeconomica a été transformé plusieurs fois : son rayon d'action, tout d'abord considérable car il couvrait 80 municipes, a été réduit finalement aux seuls 12 municipes limitrophes. Il a changé de nom : aujourd'hui il porte le nom de Dom Bosco, missionnaire italien qui a vu Brasilia en songe. Mais les résultats effectifs ont été quasiment nuls, faute de volonté politique réelle et parce que les moyens mis en oeuvre ont été très réduits. D'autre part, l'hétérogénéité des municipes concernés, leurs intérêts contradictoires par rapport au District Fédéral ont rendu très difficile toute velléité d'action commune et coordonnée.

Brasilia, ville trop belle, trop riche et trop puissante au milieu d'un désert ne pouvait être un pôle de développement.

Elle a, au contraire, écrasé ses voisins, monopolisant les revenus de la vie économique, rendant dérisoires les investissements qui ne pouvaient soutenir la concurrence. Le gouvernement du District Fédéral, symbole du pouvoir de l'Etat tout entier, a longtemps tardé à accepter les préfets, dont certains se trouvaient dans l'opposition, comme interlocuteurs à part entière et ne voyait dans les actions du programme que le moyen de sauvegarder ses intérêts sans se soucier de ceux des municipes. L'aide du District Fédéral est encore quasi inexistante dans les budgets des préfectures.

## LA MULTIPLICATION DES LOTS

Les municipes de l'Entour ne peuvent, en aucun cas, être considérés comme des agents passifs du développement de Brasilia.

Dès la création de Brasilia, c'est l'affolement. En 1956, on compte déjà 14.725 lots prêts à être commercialisés dans le municipe de Luziânia (Oliveira 1983) et 28.000 en 1960 dans celui de Planaltina, chiffres astronomiques en comparaison de celui de la population de la jeune capitale. L'espoir de voir Brasilia se transformer en grande capitale a accéléré une spéculation foncière sur des terres agricoles non exploitées, soudain dotées d'une valeur marchande sans commune mesure avec leur rendement. Certains lots auraient été achetés par des Coréens, des Vénézuéliens, des étrangers de toutes nationalités dans le cadre d'un appel d'offre international.

La fièvre spéculative s'est emparée des fazendeiros et des sociétés immobilières dans tous les municipes. En l'absence d'un plan d'occupation des sols, la procédure pour créer un lotissement est des plus simples : un rapport de géomètre délimitant chaque lot doit être approuvé par la préfecture. C'est surtout la planche à dessin qui a été le principal instrument du morcellement des anciennes terres rurales inutilisées. Sans législation précise, les routes menant aux lots, les infrastructures urbaines (réseaux d'eau et d'électricité, écoles et dispensaires...) étaient rarement prévues, encore moins réalisées. Pourtant la demande était très forte et les ventes sur plan très nombreuses. Sur ce marché immobilier interviennent les fazendeiros, anciens exploitants des terres, les sociétés immobilières locales ou étrangères à la région intervenant comme maîtres d'oeuvre ou comme intermédiaires commerciaux, les préfectures, les investisseurs grands ou petits à but spéculatif ou à la recherche de leur résidence principale ou de loisir. Les prix peuvent être abordables pour le petit épargnant; ainsi un lot nu de 30 mètres sur 10 dans un quartier sans infrastructure de Planaltina coûte en 1986 l'équivalent de 4 Salaires Minimum, parfois avec des possibilités de financement. Le non-paiement des prestations entraîne la confiscation et la remise en vente du lot. Ce marché est encore aujourd'hui très animé alors que, où que ce soit, la plupart des lots ne sont pas occupés; le taux d'occupation moyen n'atteint pas 10%, "invasions" comprises, avec des variations de 0% dans certains quartiers de la ville de Formosa à 100% dans les lotissements aux logements construits grâce au financement de la Banque Nationale d'Habitation - BNH- (Cidade Ocidental, Novo Gama) dans le municipe de Luziânia, mais la physionomie générale qui se dégage est due aux actions des pouvoirs locaux, aux politiques adoptées par les préfectures.

Car, devant un facteur externe de bouleversement si considérable, l'installation d'une capitale de 1.500.000

habitants aux revenus les plus élevés du Brésil, l'Entour de Brasilia offre, selon les municipes, des réponses et des situations extrêmement diversifiées. A titre d'exemple, nous allons présenter ici trois municipes : Luziânia, Formosa et Planaltina de Goiás (ce dernier également appelé Brasilinha, petite Brasilia).

Ces trois municipes ne sont pas sans histoire. La ville de Luziânia, fondée en 1746 plonge ses racines dans le cycle de l'or. Visitée par le naturaliste Auguste de Saint Hilaire au début du XIX<sup>e</sup> siècle, on y trouve l'église la plus ancienne du Goiás et une spécialité traditionnelle de marmelade. Formosa, également ville de l'or fondée en 1736, était une ville célèbre pour le travail du cuir qu'on y réalisait. Planaltina a été créée en même temps que Brasilia lors du déménagement des services administratifs du municipe dont le siège, aujourd'hui Planaltina du D.F., vieille ville connue pour ses maîtres armuriers, était englobé dans le District Fédéral. Les trois villes vivaient de l'élevage en quasi-autartie, profitant de leur emplacement stratégique sur les grands chemins de communication entre le nord et le sud du Pays.

La préfecture de Luziânia a, dans un premier temps, laissé faire, heureuse de la perspective de nouvelles rentrées fiscales et d'un plus grand poids politique lié au destin de Brasilia, sans doute pour avoir servi de ville d'accueil lorsque le président Kubitschek allait superviser les travaux de la capitale. Les lotissements se rencontrent à la frontière du D.F., au long de la route, à l'intérieur des terres, autour de la ville. On y trouve toutes les combinaisons possibles : les entrepreneurs privés qui ne prennent pas en charge la réalisation des infrastructures ni des maisons et éparpillant les lotissements dans la campagne, l'Etat fédéral qui contracte une firme privée, la préfecture de Luziânia elle-même qui lôtit les terrains publics. Il s'en est suivi une dispersion impressionnante de noyaux à vocation urbaine où se reproduit, suivant le même processus que celui que nous avons décrit à l'intérieur du D.F., une ségrégation sociale liée à la ségrégation spatiale, rejetant toujours plus loin et dans des conditions de plus en plus difficiles la population la plus misérable. Devant les problèmes qui en ont découlé, la préfecture a édité en 1980 un Plan urbain directeur interdisant les lotissements au delà de 11 kilomètres de la route Brasilia-Cristalina et imposant un minimum d'infrastructures pour agréer les projets de lotissement.

A Formosa, le Préfet interdit d'emblée tout lotissement à vocation urbaine qui ne se conformerait pas aux exigences d'un minimum d'infrastructures. Sans doute le développement de Brasilia vers le Sud et le relatif éloignement ne favorisent-ils pas une multiplication des lotissements-dortoirs. Aussi, les lotissements se trouvent-ils concentrés dans la ville de Formosa. Plus tard, profitant de l'attrai



touristique de la cascade d'Itiquira, un gigantesque programme de lotissements de loisir voit le jour, mais la clientèle est cette fois la clientèle aisée de Brasilia à la recherche d'un investissement ou d'une résidence secondaire.

A Planaltina, c'est la préfecture exilée et coupée de ses activités économiques, et donc de ses ressources restées à l'ancienne Planaltina, qui est propriétaire des terres et entreprend dès son installation, en 1960, de planifier la ville qu'elle surdimensionne (20.000 lots, soit une ville de 100.000 personnes, alors qu'elle n'en regroupe aujourd'hui que 20.000 dans les recensements les plus optimistes). Ne disposant d'aucuns revenus, elle va payer les services de la société immobilière chargée de la réalisation et bon nombre de services nécessaires à son fonctionnement en nature, c'est-à-dire en lots. Mais Planaltina n'attire qu'une population extrêmement défavorisée qui se contente du peu d'infrastructures que la municipalité, défailante après avoir épuisé ses réserves de terres de quelque valeur, ne peut lui donner. Planaltina est une ville dortoir d'un sous-prolétariat urbain qui gravite autour de Brasilia.

Actuellement, la situation est étonnante. Les lots mis en vente pourraient, à raison d'une famille de 5 personnes par lot, accueillir plus de 2 fois la population du District Fédéral, alors qu'ils n'en hébergent que 549.000 (7 fois moins). La CODEPLAN estime ainsi, en 1986, le nombre de lots :

350.000 dans le municipe de Luziânia (ville de Luziânia exclue)

100.000 dans le municipe de Planaltina

100.000 dans le municipe de Formosa

100.000 dans le municipe de Cristalina

20.000 dans le municipe de Padre Bernardo,

les autres municipes comptant entre 15.000 et 20.000 lots, avec une exception pour Corumba qui n'en possède modestement que 5.000.

Certains de ces lots sont destinés à des activités de loisirs, voire à des activités rurales sur des surfaces inférieures à 50 hectares, mais la grande majorité sont bien des lots urbains.

Quels sont les conséquences pour les municipes de cette périurbanisation de Brasilia sur leur territoire ?

Les revenus directement perçus sont très faibles. La population est une population pauvre qui peine à payer l'IPTU (Impôt sur la Propriété du Terrain Urbain, dont la recette va en totalité au municipe) d'autant plus que, dans bien des cas, l'écriture de vente n'a pas été régularisée du

fait du coût élevé de l'enregistrement. Cette situation complique également les raccordements aux réseaux d'eau et d'électricité, les compagnies de l'Etat de Goiás chargées de ces services n'acceptant d'intervenir qu'au vu des titres de propriété. Beaucoup n'ont pu payer les prestations de leur maison et sont partis en emportant tout ce qui était possible de descendre, jusqu'aux portes et fenêtres, laissant les maisons vides pour des envahisseurs encore plus pauvres. Cette paupérisation, cette "favelisation", s'observe dans les ensembles d'habitation parallèlement à une élitisation et à des pratiques de sous-location usuraires. La population des villes dortoirs ne consomment pas sur place, mais à Brasilia où elle travaille, et ne crée de ce fait aucun effet induit, ni impôt sur la consommation ou la production.. Elle réclame cependant des infrastructures que le budget du municiple, auquel ne participe pas le District Fédéral, ne peut offrir. Les grandes distances entre les lotissements, l'irrégularité et la précarité de l'occupation, rend le problème insoluble : il faudrait réurbaniser le municiple de Luziânia, rassembler la population... La route nationale Brasilia-Cristalina a ainsi été transformée, au mépris de toutes normes de sécurité, en une simple artère urbaine.

Le mouvement pendulaire quotidien est estimé par la CODEPLAN à 18.000 personnes entre Luziânia et Brasilia, à 2.000 entre Planaltina et Brasilia. Le transport est assuré par des entreprises privées de l'Etat de Goiás qui, contrairement aux entreprises qui interviennent dans le District Fédéral entre les villes satellites et le Plan Pilote, ne sont pas subventionnées. Aussi, les coûts de transport sont-ils estimés à 35% du Salaire Minimum, alors que 70 % de la population ne gagnent pas plus d'un Salaire Minimum (IBGE 1980).

## CONCLUSION : LA DEMOCRATIE ET LE SOJA AU SECOURS DE L'URBAIN

L'étude de l'Entour du District Fédéral révèle une forme originale d'intégration des migrants, ou plutôt de la ségrégation spatiale, reflet des inégalités sociales, et conduisant à une "polynucléarisation". Celle-ci se traduit par la création d'îlots urbains dans la périphérie, îlots à la fois coupés et dépendant totalement du centre.

Depuis la construction de la nouvelle capitale, enclavée dans l'Etat du Goiás, les migrants n'ont cessé d'affluer dans le District Fédéral. Ils n'ont cependant pas été intégrés dans le Plan Pilote lui-même, mais rejetés de plus en plus loin vers la périphérie, la nouvelle cité se déchargeant ainsi des importuns sur les villes satellites, puis sur les municipes de l'Entour.

Si les promoteurs du projet de Brasilia n'avaient pas prévu de tels déplacements de population, certaines communes environnantes avaient, dès le début, envisagé les bénéfices que pourrait leur apporter l'implantation d'une métropole tertiaire, génératrice de revenus élevés. Elles se sont donc lancées dans de gigantesques programmes de lotissement de leurs terres agricoles afin d'accueillir les nouveaux venus. Elles n'avaient pourtant pas imaginé que ceux-ci ne seraient que les laissés pour compte du miracle de Brasilia, victimes de la ségrégation pratiquée par les autorités du District Fédéral. Dès lors, sans ressources pour financer les infrastructures et entretenir les réalisations existantes, sans aide financière de la part du gouvernement de Brasilia, elles se sont trouvées dans une situation de paupérisation croissante.

Mais un nouveau phénomène est en train d'apparaître. Le salut des municipes de l'Entour, asphyxiés par les problèmes urbains de leur encombrant voisin, va peut-être venir de l'agriculture. Car l'Entour entre à son heure, après les Etats du sud du Brésil, dans le cycle du soja. Une nouvelle migration s'est affirmée, celle des "gauchos"° chassés de leur terres par les lois de l'agriculture capitaliste quand celle-ci est soutenue par le gouvernement, et qui, grâce aux revenus de la vente de leur lot, vont acheter des terres sur cette nouvelle frontière dont le relief des plateaux permet la mécanisation et où la terre est encore bon marché, pour se livrer à nouveau (défiant les enseignements de leur propre histoire...) à la culture du soja sur des modules de 100 à 1.000 hectares. Profitant du non-morcellement des terres agricoles (essentiellement à Formosa où la concentration foncière est encore très forte; Luziânia s'étant déjà

°Gaucho : éleveur, habitant des prairies naturelles sud su Brésil; par extension, toute personne originaire du Sud.

beaucoup morcellé dans sa course aux lotissements), de la proximité des gisements de calcaire pour corriger le sol et des axes de communication autour de Brasilia, de l'encadrement agricole du District Fédéral (bien qu'il semblerait que le transfert de technologie aille plutôt de la périphérie vers le centre), et des garanties d'écoulement qu'offrent la multiplication d'usines d'huile de soja, fortement surdimensionnées et subventionnées, en dépit de toutes les prévisions pessimistes concernant l'évolution des marchés internationaux. La production de soja a pris un essor extraordinaire (Tableau 4). Depuis cette année, à Luziânia, les revenus de l'ICM (Impôt sur la Circulation des marchandises, sorte de TVA) dû au soja sont supérieurs à l'ITPU dû par les 350.000 lots recensés en 1986 par la préfecture.

Le développement et la modernisation du secteur agricole ne doivent pourtant pas faire oublier son instabilité, les conséquences prévisibles néfastes de la monoculture intensive du soja, ni le manque de diversification de la production et sa faible intégration au marché local. La majorité des produits alimentaires consommés par Brasilia ne proviennent pas de sa région mais de celle de Sao Paulo.

D'autre part, la faiblesse de l'industrie et le manque d'opportunité d'emploi pour les paysans sans terre pourraient créer des difficultés à moyen terme dans ces municipes où la grande majorité de la population est urbaine.

Ce dynamisme agricole pourrait cependant assurer un début d'autonomie financière pour certains municipes de l'Entour, au moment où la démocratisation du pays, après 21 années de régime militaire, dote les préfets légitimement élus d'un poids politique non négligeable devant Brasilia dont le gouverneur est encore nommé par la présidence.

Il est néanmoins possible d'observer que, forts d'un nouveau pouvoir de négociation et d'une certaine vitalité économique, les municipes de l'Entour commencent à transformer la région de Brasilia en un vrai pôle de développement, et, ce qui est largement paradoxal, malgré ou indépendamment de l'urbanisation de la capitale. Ces municipes revendiquent, comme le revendiqueraient les villes satellites si elles disposaient d'autonomie administrative, de ne plus être considérés par le pouvoir comme de simples destinataires des "exportations des excédents de main-d'oeuvre" de Brasilia.

Bien sûr, il est difficile d'affirmer que ces velléités d'indépendance et de prétention à choisir son destin résisteront à l'accentuation du mouvement migratoire et de la croissance naturelle d'une population jeune qui porterait, comme on le prévoit couramment, la population du District Fédéral et de son Entour à 4 ou 5 millions en l'an 2.000.

Il nous semble malgré tout que seule l'émergence d'interlocuteurs forts est susceptible d'éviter que le phénomène de peri-urbanisation de Brasilia ne se résume à la multiplication d'archipels de lotissements-dortoirs en processus de "favelisation".

Tableau 1

## POPULATION DU DISTRICT FEDERAL

LES "VILLES" de BRASILIA	1959	1970	1980	Taux de croissance 70 - 80	Estim. 1985
PLAN PILOTE	28.020	236.477	310.701	131,0 %	396.207
GUARA	—	24.392	82.482	338,0 %	115.182
NUCLEO BANDEIRANTE	11.565	11.133	17.477	157,0 %	21.464
GAMA	—	75.947	139.019	83,0 %	164.280
TAGUATINGA CEILANDIA	3.677	109.584	480.109	338,0 %	648.971
SOBRADINHO	—	42.782	69.082	61,5 %	75.172
PLANALTINA D.F.	2.245	21.932	47.357	116,0 %	50.312
BRAZLANDIA	355	11.521	22.486	95,0 %	24.327
PARANOA	—	2.237	3.483	55,7 %	—
JARDIM	—	2.346	4.552	94,0 %	—
ZONE RURALE	12.256	—	—	—	45.608
TOTAL DISTRICT FEDERAL	58.118	538.351	1.176.748	220,0 %	1.541.523

SOURCES : 1959 : Censo Experimental de Brasilia. Comissao Censitaria National.

1970 - 80 : IBGE, Sinopse Preliminar do Censo Demografico.

1985 : Estimations CODEPLAN.

Tableau 2

## POPULATION DE L'ENTOUR DU DISTRICT FEDERAL

MUNICIPES	1950	1960	1970	1980	Taux de croissance 70- 80	Prév. 1985
ABADIANIA	5.931	8.186	7.772	9.030	16,2 %	12.000
ALEXANIA °	—	8.022	9.390	12.116	29,0 %	16.000
CABECEIRAS	—	3.120	4.056	4.993	23,1 %	6.000
CORUMBA	16.021	13.713	18.439	20.212	9,6 %	25.000
CRISTALINA	5.333	9.165	11.600	15.977	37,7 %	20.000
FORMOSA	23.273	21.708	24.100	43.297	79,7 %	58.000
LUZIANIA	19.657	27.444	32.807	92.817	183,0 %	230.000
PADRE BERNARDO °	—	4.637	8.381	15.855	89,2 %	24.000
PIRENOPOLIS	22.430	26.494	32.065	29.329	- 8,5 %	29.000
PLANALTINA GO	7.335	6.123	8.383	16.178	93,0 %	30.000
SANTO ANTONIO DO DESCOBERTO °	—	—	—	—	—	19.000
TOTAL °°	99.980	128.612	156.993	259.804	60,4 %	469.000
UNAI	—	45.975	52.303	67.885	29,8 %	80.000

° Municipales démembrés de LUZIANIA

°° Ce total ne porte que sur les municipales de l'Etat de Goiás, Unai appartenant à l'Etat du Minas Gerais.

SOURCES : IBGE, Censos Demograficos 1950, 1960, 1970, 1980.

Pondération des estimations IBGE et CODEPLAN pour 1985.

Tableau 3

NOMBRE ET PROVENANCE DES MIGRANTS  
DANS LES MUNICIPES DE L'ENTOUR DU  
DISTRICT FEDERAL  
1980

MUNICIPES	MIGRATIONS		PROVENANCE DES MIGRANTS		
	migrants non nés dans le municipe	% de migrants dans la population totale	répartition en % selon le dernier lieu de résidence		
			D.F.	GOIAS	MINAS GERAIS
ABADIANIA	1.169	12,9 %	0,8 %	83,7 %	11,5 %
ALEXANIA	2.983	24,6 %	29,9 %	54,6 %	7,3 %
CABECEIRAS	1.628	32,6 %	4,9 %	44,0 %	42,9 %
CORUMBA	3.501	17,3 %	9,2 %	74,3 %	9,5 %
CRISTALINA	3.698	23,1 %	8,3 %	29,2 %	42,5 %
FORMOSA	8.018	18,5 %	14,3	36,0 %	24,6 %
LUZIANIA	50.816	54,7 %	59,6 %	16,5 %	8,0 %
PADRE BERNARDO	4.792	30,7 %	20,6 %	56,6 %	10,1 %
PIRENOPOLIS	2.587	8,8 %	3,9 %	87,2 %	5,0 %
PLANALTINA GO	9.067	56,0 %	56,0 %	27,1 %	7,5 %
UNAI	12.807	18,9 %	4,4 %	5,9 %	84,8 %

SOURCE : IBGE, Censo Demografico 1980.



Tableau 4

EVOLUTION DES SURFACES CULTIVEES EN SOJA (hectares)  
DANS LES MUNICIPES. DE L'ENTOUR DU DISTRICT FEDERAL  
1980 - 1985

MUNICIPES	1980	1985
ABADIANIA	—	30
ALEXANIA	48	2.920
CABECEIRAS	16	10.000
CORUMBA	—	1.400
CRISTALINA	519	34.000
FORMOSA	—	4.300
LUZIANIA	1.243	15.000
PADRE BERNARDO	—	—
PIRENOPOLIS	193	1.157
PLANALTINA	180	12.000
SANTO ANTONIO DO DESCOBERTO	—	—
TOTAL	2.199	80.807

SOURCES : 1980 : IBGE, Censo Agropecuario

1985 : Estimations de l'EMATER.

## BIBLIOGRAPHIE

1982 - AZEVEDO (S. de) , ANDRADE (L.A. GAMA de) : Habitação e poder. Da fundação da casa popular do Banco Nacional de Habitação. Zahar Editores. Rio de Janeiro.

1979 - BLAY (E. ALTERMAN) Organisateur : A luta pelo espaço. Textos de Sociologia Urbana. Vozes. Pirenópolis.

1984 - CODEPLAN : Atlas do Distrito Federal. Governo do Distrito Federal. Brasília.

S/D - CODEPLAN/ CNDU/ SUDECO/INDUR - O Entorno do D.F. : Problemas e propostas de solução. Brasília.

1959 - COMISSAO CENSITARIA NACIONAL : Censo experimental de Brasília. Brasília.

1986 - FERREIRA (I. COSTA BARBOSA) : Do rural ao urbano na periferia do Distrito Federal. Departamento de Geografia, UnB. Brasília, mimeo.

1986 - HEUZE (Cl.) : Emergence d'une capitale, Brasília in Frontières : Mythes et Pratiques. Cahiers de Sciences Humaines de l'ORSTOM, n°3-4. Paris.

IBGE - Censos demograficos. Minas Gerais, Goias et Distrito Federal, 1950, 1960, 1970, 1980. Rio de Janeiro.

1980 - IBGE : Censos agropecuarios. Goais et Distrito Federal. Rio de Janeiro.

1980 - KOWARICK (L.) : A espoliação urbana. Paz e Terra. Rio de Janeiro.

1984 - PAVIANI (A.) : Periferização urbana ao sul do Distrito Federal - O caso do "Pedregal", Luziania (GO) in Bol. Geogr. Teorética. Rio Claro 14 (24-28) : 5-19.

1985 - PAVIANI (A.) : Processus d'urbanisation à Brasília, métropole tertiaire du Brésil in Travaux de l'Institut de Géographie de Reims, n° 61-62, pp. 37-52.

1985 - PAVIANI (A.) Organisateur : Brasília, Ideologia e Realidade. Espaço urbano em questão. CNPq/Projeto. Sao Paulo.

1983 - OLIVEIRA (M. PELUSO de) : O mercado imobiliario na periferia do Distrito Federal - Um estudo de caso, a Cidade Ocidental. Tese de mestrado para o curso de pos-graduação em Planejamento Urbano. Departamento de Urbanismo. Universidade de Brasilia. Brasilia.

1975 - SAINT HILAIRE (A.) Viagem à provincia de Goias. Edições da Universidade de Sao Paulo.

1985 - SUDECO / CODEPLAN : Subsídios para o macrozoneamento do Entorno do Distrito Federal. Núcleo de edição da GINFO. Brasilia.

Communication au séminaire :

NOUVEAUX THEMES DE RECHERCHE SUR  
L'INSERTION DES MIGRANTS EN VILLE

ORSTOM - CRDI  
10 - 14 Février 1987  
LOME